

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



© Source : pixabay.com / Auteur : 127071

SOMMAIRE

COMPRENDRE...	2
QU'EST-CE QU'UNE INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ?	2
POURQUOI UNE RÉGLEMENTATION ICPE ?	2
CONNAÎTRE...	2
LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES	2
LE RÉGIME DE CLASSEMENT	3
VIE DE L'INSTALLATION	4
PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	5
AUTORITÉS COMPÉTENTES	6
INFRACTIONS ET PEINES	7
AGIR...	8



COMPRENDRE...

■ QU'EST-CE QU'UNE INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ?

Selon [l'article L.511-1 du Code de l'environnement](#), les installations classées pour la protection de l'environnement correspondent aux « usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. ».

En d'autres termes, toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la santé des riverains ou l'environnement, est une ICPE.

La liste des ICPE est **limitativement fixée dans la nomenclature** figurant aux [annexes 1 à 5 de l'article R.511-9 du Code de l'environnement](#). Elle peut être également consultée auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Préfecture (bureau chargé des installations classées) ou de la DREAL.

■ POURQUOI UNE RÉGLEMENTATION ICPE ?

Les **atteintes portées à l'environnement et à la santé des citoyens** sont des préoccupations anciennes et de plus en plus importantes. La réglementation ICPE vise notamment à **répondre à ces inquiétudes environnementales et sanitaires** en veillant à éviter les risques de pollution et les accidents industriels. En outre, la réglementation ICPE tend à **réduire les nuisances** provoquées par ces installations (bruit, odeurs, ...).



CONNAÎTRE...

■ LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La nomenclature des installations classées est divisée en **quatre parties** :

- Les substances (ex : combustibles, inflammables, radioactives...)
- Les activités (ex. : agroalimentaire, bois, déchets ...)
- Les activités relevant de la directive sur les émissions industrielles (IED)
- Les substances relevant de la directive SEVESO (substances et mélanges dangereux)

❗ Une installation classée peut être visée par **plusieurs rubriques**.

Chaque rubrique est identifiée par **un numéro à 4 chiffres** :

Le premier chiffre indique si on se trouve dans la catégorie des substances (1XXX), activités (2XXX), IED (3XXX) ou des substances et mélanges dangereux (4XXX).

Le deuxième chiffre caractérise la famille de substances ou d'activités concernée (ex : 1110 substances très toxiques, 22XX agroalimentaire...). Chaque rubrique propose aussi un **descriptif de l'activité** ainsi que les **seuils éventuels** pour lesquels est défini un régime de classement.

❗ Il peut exister plusieurs seuils pour une même sous-rubrique.

❗ LE STATUT SEVESO

Le statut SEVESO est issu de plusieurs directives européennes qui ont été adoptées à partir de 1982 suite à l'accident de Seveso (Italie) en 1976.

Le classement en régime SEVESO impose des exigences supplémentaires à certains établissements qui sont les plus dangereux du fait des substances et activités qu'ils exploitent. Des mesures de sécurité et procédures spécifiques sont notamment définies par la directive Seveso III et applicables aux sites en fonction de leur classement en seuil haut ou bas.

■ LE RÉGIME DE CLASSEMENT


Le régime de classement est le critère **déterminant pour l'application effective de la loi** puisque c'est lui qui détermine le cadre juridique, technique et financier dans lequel l'installation peut être créée ou peut continuer à fonctionner. Il est défini **en fonction du seuil indiqué dans la nomenclature des installations classées**.


Il existe **trois niveaux de classement** :

DÉCLARATION (D)	ENREGISTREMENT (E)	AUTORISATION (A)
Une ICPE dont les activités sont <u>peu polluantes et/ou peu dangereuses</u> , et qui ne présente pas de graves dangers ou nuisances, mais doit néanmoins respecter des prescriptions générales en matière d'environnement, sera <u>soumise à déclaration</u> , avant la mise en service du projet.	Ce régime est considéré comme intermédiaire et s'applique pour des installations dont les risques sont facilement maîtrisables. Il s'agit d'une <u>autorisation simplifiée</u> . Cette procédure s'applique par exemple aux installations telles que les élevages, les stations-service, les entrepôts de produits combustibles (bois, papier, plastiques, pneus...), les entrepôts frigorifiques.	Sont soumises à <u>autorisation préfectorale</u> , les installations qui présentent de <u>graves risques ou nuisances pour l'environnement</u> .
L'exploitant doit effectuer une déclaration en préfecture , avec la délivrance d'une preuve de dépôt.	L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, en justifiant qu'il respecte les	L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, en s'appuyant sur une <u>étude</u>

<p>Pour l'information du public, la preuve de dépôt de la déclaration est mise à disposition sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de 3 ans.</p> <p>La déclaration devient caduque si l'installation n'a pas été mise en service dans les 3 ans ou si l'exploitation a été interrompue pendant plus de 2 années consécutives. Dans ces cas, une nouvelle déclaration initiale doit être effectuée.</p> <p>Le déclarant doit respecter les prescriptions générales applicables à l'installation définies par arrêté ministériel ou préfectoral.</p>	<p>mesures techniques de prévention des risques, définies dans un arrêté de prescriptions générales.</p> <p>Un avis de consultation du public doit être :</p> <ul style="list-style-type: none"> - affiché <i>en mairie</i> et <i>sur le site même de l'installation</i>, pendant <u>au moins 4 semaines</u> ; - publié <i>dans 2 journaux</i> diffusés dans le ou les départements concernés et sur le site internet de la préfecture. <p>Après la consultation du public, le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement par arrêté préfectoral.</p>	<p><u>d'impact et de dangers</u> pour démontrer la gestion et l'acceptabilité des risques induits par l'installation.</p> <p>Après une enquête publique, le préfet peut autoriser ou refuser la mise en service.</p> <p>L'autorisation n'est définitivement délivrée qu'après la mise en place de mesures spécifiées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
--	--	---


EXEMPLE JURISPRUDENTIEL

 **Cour de cassation, Ch. crim., 30 janvier 2018, n°17-81.595.** – Est coupable du délit d'exploitation d'une ICPE sans autorisation et du délit de poursuite de cette exploitation en violation d'un arrêté de mise en demeure, prévus et réprimés par l'article L.173-1 du Code de l'environnement, l'exploitant d'une installation exerçant une activité de métallisation par projection de métal fondu, relevant de la nomenclature des ICPE et soumise à une autorisation préalable du préfet territorialement compétent. Le silence de l'administration (DREAL) faisant suite au dépôt de la demande d'autorisation de l'exploitant ne peut valoir « délivrance expresse d'un arrêté d'autorisation (ou de refus) ».

🔗 A noter que depuis le 1^{er} mars 2017, l'autorisation environnementale unique est entrée en vigueur pour les ICPE soumises à autorisation ( [Art. L.181-1 et suivants C. de l'environnement](#)). Celle-ci prévoit que les différentes procédures et décisions environnementales requises pour exploiter l'installation sont fusionnées en une seule et les délais d'instruction réduits.

Les activités non classées (NC) seront toutes les activités de l'établissement qui sont **en dessous des seuils de classement de la nomenclature**. Elles relèvent de la **police du maire**.

En vertu de [l'article L.514-4 du Code de l'environnement](#), le préfet peut toutefois agir lorsqu'une telle installation présente des dangers ou inconvénients graves.

Toute installation figurant à la nomenclature et n'ayant pas été autorisée, enregistrée, ou déclarée est en situation irrégulière ( [Art. L.512-1, Art. L.512-7, Art. L.512-8 C. de l'environnement](#)).

L'inspection des ICPE peut réaliser des **contrôles à tout moment**, et notamment lorsqu'elle est alertée de nuisances ou incidents.

■ VIE DE L'INSTALLATION

A chaque étape de la vie d'une ICPE correspondent des formalités à respecter. Le régime de classement cité précédemment est déterminé avant la mise en fonctionnement de l'installation. Il prévoit les prescriptions auxquelles elle sera soumise.

En fonction de son degré de dangerosité, une ICPE sera plus ou moins régulièrement contrôlée par l'inspection des ICPE.

En cas d'accident, des mesures spécifiques seront également à prendre.

① LA SURVENUE D'ACCIDENT OU D'INCIDENT

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à [l'article L.511-1](#) ([Art. R. 512-69 C. de l'environnement](#)).

Les modalités de cessation d'activité sont prévues aux [articles R-512-39-1 et suivants du Code de l'environnement](#) pour les installations soumises à autorisation et [R.512-46-25 et suivants du C. de l'environnement](#) pour les installations soumises à enregistrement. Elles visent notamment à garantir la remise en état du site et sa sécurisation.

L'[article R.514-4 du C. de l'environnement](#) dispose « Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe : 7° le fait de ne pas respecter, après cessation de l'exploitation d'une installation classée, les prescriptions de l'arrêté préfectoral pris en application des articles R.512-39-3, R.512-39-5, R.512-46-27, R. 512-46-28 et R.512-66-23 ».

■ PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Durant leur fonctionnement, les ICPE doivent respecter des prescriptions techniques **censées prévenir les dangers ou inconvénients liés à leur activité**, sous peine de sanctions administratives et pénales.

Ces prescriptions peuvent évoluer au cours de la vie de l'installation. Des arrêtés de prescriptions complémentaires peuvent être pris par le préfet.

■ Les ICPE relevant du **régime de l'autorisation** font l'objet de **prescriptions individualisées** dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cet arrêté fixe les règles de fonctionnement de l'installation ;

■ Les ICPE relevant des **régimes de l'enregistrement ou de la déclaration** font l'objet de **prescriptions techniques élaborées au niveau national** pour chaque rubrique concernée de la nomenclature (elles sont les mêmes pour toute activité de même type). Ces prescriptions sont contenues dans des arrêtés ministériels de prescriptions applicables aux ICPE soumises à enregistrement ou à déclaration.

■ En ce qui concerne les installations soumises à **enregistrement**, le préfet peut assortir l'arrêté de **prescriptions particulières**.

■ AUTORITÉS COMPÉTENTES

► LE MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE (MTES)

C'est le Ministère de la Transition écologique et solidaire qui est compétent, en tant que ministère en charge des ICPE, pour fixer les conditions d'exploitation et de contrôles ([☑ Art. L.511-2 C. de l'environnement](#)). Il pilote également les services d'inspection.

Le Ministre travaille avec le **Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques (CSPRT)** qui émet un **avis sur les projets de réforme** de la législation en matière d'ICPE, les projets de règlements ou d'actes pris en application de celle-ci et toute autre question concernant les installations classées.

► LES SERVICES D'INSPECTION ([☑ Art. L.172-1 C. de l'environnement](#))

Les **inspecteurs ICPE** – ingénieurs, techniciens, vétérinaires – sont des **agents assermentés de l'Etat**. Ils sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions relatives aux ICPE.

- Les **DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement)** pour la majorité des établissements industriels. Les DREAL ont pour mission de coordonner tous les services d'inspection des installations classées au niveau régional.

- Les **DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations)** pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires.

La **répartition** des établissements entre les services d'inspection peut être **différente selon les régions**. Il n'existe **pas de règle générique au niveau national** définissant les frontières précises de chacun des domaines d'action des services d'inspection.

❶ **D'autres services** peuvent également avoir la charge de certaines installations classées. Par exemple, les **directions départementales du territoire (DDT)**.

Pour les installations relevant du Ministère de la défense, l'inspection est assurée par le contrôle général des armées.

► LE PRÉFET

Le préfet du département est le représentant de l'Etat qui a l'autorité administrative sur l'Inspection ; l'Inspection propose, le préfet décide. Dans certains cas, il est obligé de suivre les préconisations des services d'inspection.


Il est lui-même placé sous l'autorité du ministre chargé des installations classées.


■ INFRACTIONS ET PEINES

► SUR LE PLAN ADMINISTRATIF...

Le préfet dispose de plusieurs prérogatives en tant que police des installations classées sur le territoire. Lorsque l'inspection des ICPE lui fait remonter des dysfonctionnements et lui propose de mettre en demeure l'exploitant, **le préfet est obligé de prendre un arrêté de mise en demeure**. Il a une compétence liée dans ce domaine.





L'objet de la mise en demeure peut être varié : régularisation de la situation, application de prescriptions complémentaires, communication de documents ... C'est le préfet qui détermine le délai à respecter par l'exploitant, qui ne peut excéder un an.

La procédure de mise en demeure prévoit la possibilité pour l'exploitant de faire ses observations ( [Art. L.514-5 C. de l'environnement](#)).

En cas de **non-respect de la mise en demeure**, le préfet dispose de prérogatives supplémentaires et peut imposer des **sanctions administratives** pour faire cesser le dysfonctionnement : consignation, travaux d'office aux frais de l'exploitant, suspension de son activité ( [Art. L.171-7](#) et [L.171-8 C. de l'environnement](#)).

► SUR LE PLAN PÉNAL...

Les délits liés à la réglementation ICPE sont listés aux articles L. 173-1 et suivants du Code de l'environnement. Les contraventions, sont listées aux articles R. 514-4 et suivants du même code. Nous relevons les principales dans le tableau ci-dessous.

INFRACTIONS	PEINES
Faire obstacle aux contrôles administratifs ou constatations d'infractions par les agents habilités	Délit puni de six mois d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende ( Art. L.173-4 C. de l'environnement)
Exploitation d'une ICPE sans autorisation, enregistrement, agrément, homologation ou certification	Délit puni d'un an d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende ( Art. L.173-1 C. de l'environnement)
Exploitation d'une ICPE sans déclaration Non-respect des prescriptions techniques générales ou particulières Absence de déclaration d'accident ou d'incident ou déclaration tardive	Contravention de 5 ^e classe (1 500 € d'amende –  Art. R.514-4 C. de l'environnement)
Non-respect d'un arrêté de mise en demeure	Délit puni de 2 ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende ( Art. L.173-2 C. de l'environnement)



■ QUE FAIRE¹ ...

▶ EN CAS DE DOUTE SUR LE CLASSEMENT RÉGULIER DE L'INSTALLATION ?

✓ **Contactez l'inspection des ICPE** pour savoir si l'installation a été régulièrement autorisée/enregistrée/déclarée.

Il est également possible de trouver des informations sur le site de la Préfecture concernée, ou sur la [base de données ICPE GEORISQUES](#).

✓ S'il s'avère que l'installation n'a pas été régulièrement autorisée/enregistrée/déclarée, **informez-en la DREAL** afin que celle-ci propose au **préfet un arrêté de mise en demeure de régularisation** à l'encontre de l'exploitant.

▶ EN CAS DE DOUTE SUR LE RESPECT DES PRESCRIPTIONS AUXQUELLES L'INSTALLATION EST SOUMISE ?

✓ **Vérifiez** les arrêtés qui encadrent l'activité en question et regardez les lettres de suite et fiches d'écart issues des dernières inspections².

Contactez l'inspection des ICPE, en veillant bien à lui signaler l'activité exercée, le lieu et la situation de l'activité, les nuisances et les pollutions en provenance de l'activité.

① Les inspecteurs consacrent une partie de leur activité au contrôle des exploitations qui leur sont signalées : les rapports d'inspection, de même que les éventuelles sanctions administratives qui y font suite, sont des documents publics et communicables.

① Certaines préfectures disposent de fiches de réclamation sur leur site internet.

Il faut prendre en compte la réalité de terrain de ces agents qui sont peu nombreux et qui ont beaucoup d'installations à contrôler. Il est normal de ne pas avoir de retour immédiat des services ICPE.

▶ EN CAS DE SUSPICION D'UN DYSFONCTIONNEMENT, D'UN ACCIDENT ?

✓ Si vous êtes témoin d'un accident survenu dans une ICPE, **contactez immédiatement les services de l'inspection des ICPE** et ceux de **l'Agence régionale de Santé** lorsqu'il y a un risque sanitaire grave. Si un plan d'eau est touché, contactez également le **service départemental ou régional de l'OFB**.

① Les exploitants d'ICPE déclarent parfois tardivement les accidents qui surviennent dans leurs installations ce qui peut retarder l'adoption de mesures efficaces de réparation ou de prévention des dommages. Leur responsabilité pourra être engagée en cas de défaut d'information.

¹ Vous pouvez également consulter les éléments ressortant de la journée de formation organisée par FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur en juin 2019 sur le sujet des ICPE [ici](#)

² http://www.installationsclassees-paca.fr/paca_inspection/depart.php

▶ EN PRÉSENCE D'UNE INSTALLATION NON SOUMISE AU RÉGIME DES ICPE MAIS GÉNÉRANT DES NUISANCES ?

✓ **Envoyez un courrier au Maire de la commune** pour lui demander de constater les nuisances en question et de mettre en demeure l'exploitant de prendre les mesures nécessaires.

Vous pouvez également avertir les services de l'Etat.

ⓘ Bien que cette installation ne soit pas soumise au régime des ICPE, dès lors que celle-ci présente des dangers ou des inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à [l'article L.511-1 du Code de l'environnement](#), le préfet a l'obligation de mettre l'exploitant en demeure de prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître les dangers ou les inconvénients dûment constatés. Faute par l'exploitant de se conformer à cette injonction dans le délai imparti, il peut être fait application de mesures d'urgence ([Art. L.171-8 C. de l'environnement](#)).

■ COMMENT INTRODUIRE UN RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX³ ?

Pour contester, en amont de l'exploitation, l'arrêté d'autorisation d'une ICPE ou certaines de ses prescriptions, il faut initier un recours de plein contentieux.

Pour que le recours soit recevable, plusieurs conditions doivent être remplies.

✓ **La règle de la décision préalable.** - Le recours ne peut être formé que contre une décision administrative. Autrement dit, le requérant n'attaque pas des faits, il attaque une décision de l'administration. Par exemple, le requérant attaque l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation d'une ICPE.

✓ Le demandeur doit saisir le juge dans les **délais impartis**. - Ces délais diffèrent selon la qualité du demandeur :

- 2 mois pour les pétitionnaires ou exploitants, à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- **4 mois pour tiers intéressés** à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision ([article R.181-50 du Code de l'environnement](#)).

⚠ L'introduction d'un recours gracieux doit se faire dans un délai de deux mois.

✓ **Le requérant doit énoncer précisément l'objet de sa demande.** - Le requérant doit préciser si sa demande tend à une annulation (suivie d'une indemnisation), une réformation des prescriptions ou encore une édicton de prescriptions supplémentaires.

✓ **Il doit se fonder sur des arguments juridiques et scientifiques.** Le courant « NIMBY » (*Not In My Backyard*⁴) a peu de chance de prospérer devant les juridictions.

³ Voir fiche plus détaillée sur le Recours de plein contentieux

⁴ « Pas à côté de chez moi »